



Monsieur Bill Casey
Président, Comité permanent de la santé
La Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A4

Monsieur Casey,

Conformément à l'article 109 du Règlement de la Chambre des communes, nous avons le plaisir, au nom du gouvernement, de répondre au Rapport du Comité permanent de la santé intitulé *Étude sur l'état de la résistance aux antimicrobiens au Canada et recommandations connexes*.

Le gouvernement félicite les membres du Comité d'avoir entrepris cette étude et remercie les témoins qui ont fourni une expertise précieuse et les fruits de leur recherche, par leur témoignage devant le Comité, de même que les personnes et les organisations qui ont déposé des documents d'information qui présentaient leurs points de vue sur la question.

Notre gouvernement s'engage à participer à la prise de mesures collaboratives nationales et internationales afin d'atténuer les menaces à la santé publique causée par la résistance aux antimicrobiens (RAM). Le Canada croit à l'importance fondamentale de l'approche « Une santé » pour relever ce défi. Les interactions entre la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes sont les éléments qui motivent le recours à une approche intégrée afin de trouver et de mettre en œuvre des solutions pour protéger la santé publique.

Comme la présente réponse le démontre, plusieurs ministères et organismes fédéraux jouent des rôles importants dans la facilitation de l'action coordonnée pour lutter contre la RAM. Nous continuerons de concentrer nos efforts afin de préserver l'efficacité des antimicrobiens. Nos efforts pour mobiliser les secteurs et les disciplines dans le cadre d'une action collaborative par l'entremise du Plan d'action pancanadien en cours d'élaboration profiteront sans aucun doute des conclusions et des recommandations contenues dans le rapport du Comité.

.../2

La réponse du gouvernement démontre comment diverses initiatives complémentaires sont conformes aux recommandations du Comité. Il souligne aussi notre engagement continu pour lutter contre la menace mondiale que présente la résistance aux antimicrobiens.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

A handwritten signature in cursive script, reading "Ginette Petitpas Taylor".

L'honorable Ginette Petitpas Taylor, C.P., députée
Ministre de la Santé

A handwritten signature in cursive script, reading "Lawrence MacAulay".

L'honorable Lawrence MacAulay, C.P., député
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

INTRODUCTION

Le gouvernement du Canada accepte le Rapport du Comité permanent sur la santé et est en accord avec l'esprit et l'intention de ses recommandations. La résistance aux antimicrobiens (RAM) est un problème de santé mondial et des pays de partout dans le monde, dont le Canada, se mobilisent et passent à l'action. Le gouvernement du Canada fait progresser diverses initiatives complémentaires, y compris la coordination, la surveillance, la recherche et la réglementation pour lutter contre la RAM et protéger la santé des Canadiens.

L'utilisation inappropriée des antibiotiques est la principale raison de cette résistance que l'on constate dans le milieu de la santé et le secteur agricole.

Reconnaissant la nature intergouvernementale et multisectorielle de la RAM, le gouvernement du Canada a rassemblé ses partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux, de même que les intervenants des milieux de la santé humaine et animale, de l'agroalimentaire et de l'industrie, afin d'élaborer un cadre pancanadien inclusif pour lutter contre la RAM et encourage l'utilisation prudente des antimicrobiens : *Lutter contre la résistance aux antimicrobiens et optimiser leur utilisation : un cadre d'action pancanadien*. L'approche Une santé reconnaît le besoin de lutter contre la RAM en recourant à une approche holistique et multisectorielle qui intègre les perspectives humaines, animales et environnementales.

Recommandation 1 : Accélérer l'élaboration du Plan d'action pancanadien, avec le Plan d'action pour inclure des objectifs concrets et des échéanciers

Le gouvernement du Canada est en accord avec cette recommandation.

Le Plan d'action pancanadien fournira une feuille de route pour un travail collaboratif et coordonné afin de lutter contre la menace croissante de la RAM. Il déterminera des actions, des résultats et des échéanciers concrets afin d'y arriver.

La valeur du Plan d'action est tributaire de l'engagement de nombreux intervenants et, par conséquent, sa réalisation nécessite un processus d'engagement et un dialogue ouverts et inclusifs. De manière simultanée, des initiatives sont en cours dans de nombreux secteurs, comme il est indiqué dans la présente réponse. Nous attendons à ce que le Plan d'action pancanadien soit terminé d'ici l'été 2019.

Recommandation 2 : Nommer un conseiller fédéral pour être le champion national de la cause

Le gouvernement du Canada est en accord avec cette recommandation de désigner un champion national pour combattre la RAM. Cependant, plutôt que de nommer un nouveau conseiller fédéral, le gouvernement du Canada

continuera de compter sur le leadership de l'administratrice en chef de la santé publique (ACSP) du Canada qui agira comme conseillère fédérale et championne nationale de la lutte contre la RAM.

À titre de professionnelle en chef en matière de santé publique, l'ACSP conseille la ministre de la Santé, travaille avec les dirigeants en matière de santé publique provinciale et territoriale, les organismes internationales et les organismes non gouvernementaux afin de faire progresser les questions de santé publique. L'ACSP obtient la participation des intervenants par l'élaboration du Plan d'action pancanadien et rassemble de multiples secteurs afin de déterminer des mesures tangibles et des calendriers pour atténuer la RAM.

L'un des rôles importants de l'ACSP est de parler aux Canadiens des questions qui touchent la santé de la population. La lutte contre la RAM est l'une de ses priorités et elle insistera sur ce point dans son dialogue avec les Canadiens.

L'ACSP travaille étroitement avec le vétérinaire en chef du Canada et d'autres dirigeants fédéraux. Le 20 mars 2018, ils ont organisé conjointement une table ronde sur Une santé à laquelle ont participé des intervenants clés des secteurs de la santé humaine et animale afin de discuter des mesures contenues dans le Plan d'action pancanadien sur la lutte contre la RAM.

Un Groupe consultatif d'experts sur la résistance aux antimicrobiens (GCERA), créé en 2014, est un groupe multidisciplinaire composé d'experts des domaines de la médecine clinique, de la santé publique, de la microbiologie, de la biotechnologie, de la pharmacologie, de la médecine vétérinaire, des politiques en matière de santé publique, du marketing social, de l'épidémiologie et des statistiques. Le GCERA donne des conseils à l'ACSP afin de soutenir les actions du gouvernement du Canada sur la résistance et le recours aux antimicrobiens et d'appuyer le travail relatif à la stratégie pancanadienne sur la RAM.

Recommandation 3 : Mettre l'accent sur le leadership à l'échelle mondiale, avec des investissements ciblés en recherche et développement de médicaments et d'autres traitements pour la tuberculose pharmacorésistante

Le gouvernement du Canada est en accord avec la recommandation du Comité concernant le leadership à l'échelle mondiale sur la RAM. La RAM est une menace mondiale à la santé humaine, à la production alimentaire durable et au développement international. En septembre 2016, elle est devenue l'un des quatre seuls problèmes de santé ayant fait l'objet de discussions lors d'une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, les autres étant le VIH, le virus Ebola et les maladies non transmissibles.

En octobre 2017, le Canada a accédé à la présidence de la trousse de mesures contre la RAM du Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale (GHSA), travaillant de concert avec l'Allemagne, les Pays-Bas, le Japon, la Suède et le Royaume-Uni afin d'appuyer la mise en œuvre du Plan d'action mondial de l'Organisation mondiale de la Santé et les efforts des pays à faible revenu dans la conception de leurs propres plans d'action nationaux concernant la RAM.

Le gouvernement du Canada finance les efforts de lutte contre la RAM à l'échelle mondiale, y compris une contribution de 9 millions de dollars en 2016 au Secrétariat de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte contre la RAM afin d'appuyer son travail dans la mise en œuvre du Plan d'action mondial sur la lutte contre la RAM. Un financement additionnel de 215 000 dollars a été accordé en 2017 afin de soutenir la participation de l'Organisation mondiale de la santé animale au Groupe ad hoc de coordination inter-institutions des Nations Unies. Le gouvernement fédéral a aussi versé 250 000 dollars à la Banque mondiale pour appuyer son rapport intitulé « Drug-Resistant Infections: A Threat to Our Economic Future » qui analyse les conséquences de la propagation constante de la RAM à l'échelle mondiale sur le plan économique et en matière de développement.

Le Centre de recherches pour le développement international du Canada s'est associé au Global AMR Innovation Fund du Royaume-Uni dans le cadre d'une nouvelle initiative destinée à atténuer le risque émergent que la résistance antimicrobienne chez les animaux pose à la santé mondiale et à la sécurité alimentaire. Solutions vétérinaires innovatrices pour la résistance aux antimicrobiens (InnoVet-AMR) financera la recherche pour trouver des solutions vétérinaires, y compris de vaccins et d'autres solutions afin de réduire l'utilisation d'antimicrobiens dans les secteurs des animaux d'élevage et de l'aquaculture dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Le leadership mondial en matière de recherche sur la RAM est assuré par les Instituts de recherche en santé du Canada, l'un des plus importants contributeurs financiers à l'Initiative de programmation conjointe sur la résistance aux antimicrobiens. Plus de 25 pays travaillent pour coordonner le financement de la recherche internationale et appuyer les mesures collaboratives visant à combler les lacunes en matière de connaissances relatives à la RAM. Le Canada joue un rôle important au sein du Comité de gestion et du Comité directeur de l'Initiative de programmation conjointe sur la résistance aux antimicrobiens et a financé des équipes multinationales étudiant la dynamique de la transmission de la RAM; les stratégies de prévention, de contrôle et d'intervention concernant les infections par des organismes résistants aux antimicrobiens et les réseaux transnationaux concernant la RAM. Le Canada dirige aussi les efforts en vue d'établir un institut de recherche virtuelle dans le cadre de l'Initiative de programmation conjointe sur la résistance aux antimicrobiens, un réseau mondial dynamique d'organismes de recherche qui favorisera l'échange de connaissances dans le

domaine de la RAM.

Le gouvernement du Canada, par l'entremise des Instituts de recherche en santé du Canada, soutient la recherche sur la tuberculose multirésistante et ses répercussions à l'échelle mondiale. Par exemple, les Instituts de recherche en santé du Canada ont accordé 105 000 dollars dans le but d'explorer les déterminants sociaux de la tuberculose multirésistante au Pérou et en Afrique du Sud, des régions où une augmentation des cas a été signalée récemment. Cette recherche contribuera à définir les occasions d'intervention dans ces pays, et potentiellement à l'échelle de la planète. Un investissement de plus de 7 millions de dollars appuie les chercheurs pour faire progresser des méthodes novatrices pour traiter l'infection tuberculeuse latente et la tuberculose pharmacorésistante au Canada et dans cinq autres pays. Cette recherche guidera la mise en œuvre à l'échelle mondiale d'un diagnostic et d'un traitement de la tuberculose, en plus de déterminer de nouveaux régimes médicamenteux pour les patients atteints de tuberculose pharmacorésistante.

Le Canada apporte une expertise technique importante aux initiatives mondiales. Par notre adhésion au Groupe intergouvernemental du Codex sur la RAM formé récemment, nous contribuons à la mise à jour du code de pratique pour une utilisation prudente des antimicrobiens chez les animaux destinés à l'alimentation, de même qu'à l'élaboration d'une ligne directrice sur la surveillance intégrée de la RAM. Le rôle du Canada au sein du Groupe de travail transatlantique sur la résistance antimicrobienne renforce la collaboration avec les États-Unis, l'Union européenne et la Norvège pour promouvoir la surveillance, l'intendance appropriée chez les humains et les animaux, l'analyse des risques, la prévention et le contrôle des infections, ainsi que l'amélioration des chaînes de production d'antimicrobiens. Le Canada participe activement aux initiatives menées par l'Organisation mondiale de la santé animale en lien avec la RAM chez les animaux, en plus de les soutenir.

Recommandation 4 : Élargir les pratiques exemplaires actuelles en matière d'intendance de la résistance aux antimicrobiens à l'échelle nationale

Le gouvernement du Canada convient que les renseignements sur les programmes et les pratiques de l'intendance efficaces doivent être partagés avec les partenaires et les intervenants de partout au Canada afin d'encourager l'adoption des meilleures pratiques.

L'intendance efficace des antimicrobiens nécessite la création d'organisations et la mise en place de systèmes afin de promouvoir et de surveiller l'utilisation des antimicrobiens et de prendre les mesures nécessaires pour préserver leur efficacité.

Nous ne sous-estimons pas la complexité de cette priorité ou la nécessité de

prendre des mesures coordonnées et soutenues. Le gouvernement du Canada est un joueur important dans le « réseau de gestionnaires » dont les membres doivent collaborer afin d'avoir l'impact nécessaire.

En 2015, le gouvernement du Canada a lancé une série de tables rondes sur l'intendance relative à la santé humaine, la santé animale, l'agroalimentaire et l'industrie. Le respect de cet engagement se poursuit sous diverses formes, notamment par l'entremise du Conseil du Réseau pancanadien de santé publique, les sous-ministres adjoints fédéraux, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture chargés des politiques et des règlements, le Conseil national sur la santé et le bien-être des animaux d'élevage et les tables rondes sur la chaîne de valeur.

Le gouvernement du Canada appuie directement les objectifs de l'intendance en recourant aux instruments fédéraux et en facilitant l'application de preuves scientifiques pour mettre de l'avant les stratégies de l'intendance.

Rassembler les pièces du casse-tête : un plan d'action national sur la gérance des antimicrobiens a été annoncé en janvier 2017 à la suite d'une collaboration entre l'Agence de la santé publique du Canada, le Centre de collaboration nationale des maladies infectieuses financé par le gouvernement fédéral et SoinsSantéCAN, l'organisme national représentant les hôpitaux et les organisations de soins de santé. Ce plan d'action est essentiel à l'établissement du Plan d'action pancanadien sur la RAM en cours d'élaboration.

L'Institut canadien pour la sécurité des patients (ICSP) travaille avec les gouvernements, les organisations de soins de santé, les leaders, les fournisseurs de soins de santé, les patients et la population afin d'inspirer une amélioration exceptionnelle de la sécurité et de la qualité des soins aux patients. Au moyen de campagnes de sensibilisation et d'activités de renforcement des capacités, l'ICSP diffuse de l'information et appuie la mise en œuvre de pratiques exemplaires avec toutes les administrations partout au pays, et il fournit de l'expertise sur la sécurité des patients et du soutien aux activités nationales de lutte contre la RAM. Par exemple, la Journée ARRÊT! Nettoyez-vous les mains, une campagne nationale de sensibilisation du public, est destinée aux fournisseurs de soins de santé et au public et elle a pour but d'accroître la sensibilisation à l'importance d'avoir une bonne hygiène des mains – une méthode démontrée de prévenir les infections, qui peut aider à réduire les taux de RAM.

Les mesures réglementaires prises par Santé Canada pour atténuer les risques de RAM liée à l'utilisation des médicaments antimicrobiens chez les animaux comprennent le nouveau règlement sur la résistance aux antimicrobiens publié le 17 mai 2017. Ces mesures augmentent la surveillance des antimicrobiens chez les animaux par Santé Canada en apportant quatre changements clés :

1. Restreindre l'importation personnelle de médicaments vétérinaires non approuvés pour animaux destinés à l'alimentation en permettant uniquement les médicaments (en quantité limitée) que Santé Canada a déterminé comme ne présentant pas de risque pour la santé publique ou la sécurité des aliments.
2. Accroître la surveillance de l'importation et la qualité des ingrédients pharmaceutiques actifs (IPA) à des fins vétérinaires par l'entremise des bonnes pratiques de fabrication et des licences d'établissement.
3. Recueillir les données de vente annuelles des antimicrobiens importants sur le plan médical à des fins vétérinaires afin de soutenir la surveillance.
4. Faciliter l'accès à des produits de santé vétérinaires à faible risque (qui sont des outils de gestion de la santé additionnels ou de remplacement) grâce à une voie de notification flexible.

Santé Canada prend aussi des mesures importantes pour faire la promotion de l'utilisation prudente des antimicrobiens chez les animaux par l'entremise des organismes de réglementation existants, notamment : en exigeant que tous les antimicrobiens importants sur le plan médical (ceux considérés importants en médecine humaine) pour une utilisation sur des animaux soient vendus à la suite d'une ordonnance d'un vétérinaire à compter du 1^{er} décembre 2018, l'élimination des allégations de stimulation de la croissance sur les étiquettes des antimicrobiens importants sur le plan médical et l'ajout d'énoncés relatifs à une utilisation prudente sur les étiquettes des antimicrobiens importants sur le plan médical. Santé Canada collabore avec ses intervenants clés, notamment ses partenaires provinciaux et territoriaux, afin de communiquer efficacement ces changements et de s'y préparer.

En appui aux changements de politiques de Santé Canada relatif au besoin d'une prescription pour tous les antimicrobiens importants sur le plan médical, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a mis à jour le Recueil des notices sur les substances médicamenteuses le 1^{er} avril 2018, avec une période de transition vers la nouvelle politique le 1^{er} décembre 2018.

Santé Canada continue de mettre en place des initiatives pour appuyer l'utilisation appropriée d'antimicrobiens, y compris l'ajout de mises en garde concernant la RAM sur les étiquettes des produits antimicrobiens destinés aux humains.

La recherche en matière de l'intendance des antimicrobiens permet d'établir des données probantes sur les mesures efficaces. Entre 2012-2013 et 2016-2017, les Instituts de recherche en santé du Canada ont investi 10,1 millions de dollars dans les projets de recherche sur l'intendance de la RAM. En 2016, afin de relever les lacunes en matière de recherche, les Instituts de recherche en santé du Canada ont organisé le Forum d'experts sur la l'intendance des

antimicrobiens, *Directions actuelles et futures en matière d'innovation et de recherche en gestion des antimicrobiens au Canada*. Le rapport du forum, qui est disponible sur le site Web des Instituts de recherche en santé du Canada, guide la prise de décisions relatives aux investissements en recherche.

En 2017, Agriculture et Agroalimentaire Canada a fourni du financement à l'Association canadienne des médecins vétérinaires pour mettre sur pied un atelier sur l'intendance afin de lancer le renouvellement de ses *Lignes directrices en matière d'utilisation prudente des antimicrobiens*. L'objectif de cet atelier était d'obtenir la participation des intervenants et d'obtenir leurs points de vue pour procéder à la définition des besoins pour de futurs outils afin d'aider les vétérinaires dans l'utilisation prudente des antimicrobiens.

Recommandation 5 : Élaborer du matériel didactique pour les médecins, les infirmières et le public

Le gouvernement du Canada accepte la recommandation du Comité de collaborer avec les partenaires provinciaux et territoriaux, de même qu'avec les intervenants, comme les associations professionnelles, dans le but de concevoir du matériel pédagogique sur l'utilisation appropriée des antimicrobiens. Ces outils font partie intégrale des efforts de l'intendance.

Depuis 2014, l'Agence de la santé publique du Canada a lancé des campagnes de sensibilisation à l'intention de la population, des parents et des médecins. Au début de 2018, elle a lancé une campagne de marketing ciblant les adultes de plus de 60 ans, leurs personnes soignantes (famille et amis) et les professionnels de la santé. L'Agence de la santé publique du Canada a aussi élaboré un plan de communication pour 2018-2020 dans le but d'accroître la sensibilisation à la RAM, à l'utilisation des antibiotiques et aux risques de la RAM chez les Canadiens et de faire la promotion de l'utilisation appropriée des antibiotiques, en plus de faire la promotion des ressources disponibles pour les fournisseurs de soins de santé.

L'Agence de la santé publique du Canada continue de collaborer avec les partenaires et les intervenants afin d'élargir le programme pédagogique *Des pilules contre tous les microbes?* et de tenir conjointement des initiatives régionales d'intendance. En plus de ces efforts, les campagnes de sensibilisation tenues pendant la Semaine de sensibilisation aux antibiotiques, qui a lieu en novembre de chaque année, donne des renseignements et fournit des outils pédagogiques accessibles sur le site Web du gouvernement du Canada. Des ressources précises à l'intention des professionnels de la santé sont aussi disponibles sur la prescription réfléchie des antibiotiques.

La formation professionnelle continue soutient l'utilisation optimale des antimicrobiens. Avec le soutien du gouvernement du Canada, l'école de pharmacie de l'Université de Waterloo crée un programme de formation professionnelle continue sur l'intendance à l'intention des pharmaciens et des

spécialistes prescripteurs. Le programme fournira des renseignements sur les principes d'intendance des antimicrobiens et illustrera l'importance d'améliorer l'utilisation des antimicrobiens dans les soins primaires. Le soutien du gouvernement fédéral au programme « Choisir avec soin » favorise l'élaboration d'une stratégie concernant de multiples associations de professionnels de la santé afin de sensibiliser les cliniciens et les patients au problème de l'utilisation excessive des examens, les interventions et traitements médicaux inutiles, en plus d'aider les patients à prendre des décisions éclairées quant à leur santé.

Afin d'accroître et de promouvoir l'intendance des antimicrobiens destinés aux humains, Santé Canada a publié un Avis public que l'étiquetage des produits antimicrobiens en novembre 2015 dans le but de renseigner les professionnels de la santé et les patients ainsi que de faciliter l'utilisation prudente et la prescription d'antimicrobiens pour les humains en exigeant l'inclusion de mises en garde concernant la RAM sur les étiquettes de tous les produits antimicrobiens pour les humains. Santé Canada s'apprête à demander aux promoteurs de médicaments de mettre à jour l'étiquetage de leurs produits en mettant l'accent sur le moment et la façon d'utiliser les antimicrobiens, ainsi que de faire la promotion de l'utilisation des antimicrobiens appropriés pour un traitement donné.

Recommandation 6 : Élaborer des lignes directrices nationales facultatives sur la prescription à l'intention des professionnels de la santé

Le gouvernement du Canada est en accord avec l'intention de la recommandation du Comité de collaborer avec les provinces, les territoires et d'autres intervenants afin d'élaborer des lignes directrices en matière de traitement et de prescription.

Le Cadre d'action pancanadien sur la RAM indique que même si certaines administrations ont élaboré des lignes directrices sur la prescription d'antimicrobiens, l'établissement de lignes directrices nationales pourrait améliorer et harmoniser les pratiques en matière de prescription. Le Cadre d'action a souligné que l'élaboration de normes cohérentes en matière de prescription est une occasion de passer à l'action, reconnaissant les rôles et responsabilités de chaque ordre de gouvernement. Pendant l'élaboration du Plan d'action pancanadien, la façon de progresser vers l'atteinte de ces objectifs sera examinée.

L'Agence de la santé publique du Canada poursuivra ses efforts visant à faciliter et à améliorer l'éducation et la sensibilisation sur quand et comment utiliser des agents antimicrobiens, de même que le choix des agents antimicrobiens adéquats pour le traitement de certaines maladies. Par

exemple, le travail de l'Agence de la santé publique du Canada sur des souches de gonorrhée pharmacorésistantes a mené à l'élaboration d'un guide de pratique pour les professionnels de la santé. Afin de promouvoir l'utilisation appropriée des antimicrobiens, l'Agence de la santé publique du Canada a aussi mis à jour ses lignes directrices sur les infections transmissibles sexuellement en y ajoutant les recommandations actuelles en matière de traitement.

Recommandation 7 : Améliorer l'accès à des thérapies parallèles pour traiter les animaux destinés à l'alimentation

Le gouvernement du Canada est en accord avec l'intention de cette recommandation.

Promouvoir la santé et le bien-être des animaux peut contribuer à atténuer l'utilisation d'antimicrobiens. Diminuer le recours à l'utilisation des antimicrobiens chez les animaux destinés à l'alimentation, ou la dépendance à l'égard de ces produits, est une question multisectorielle qui nécessite des solutions transversales, notamment : une surveillance vétérinaire appropriée, des programmes nutritionnels efficaces, de mesures de prévention et de contrôle des infections efficaces, et un accès à des produits et des solutions de remplacement comme des produits de santé, des aliments pour animaux nutritifs et des vaccins.

En se servant de tribunes telles que les tables rondes sur la chaîne de valeur, Agriculture et Agroalimentaire Canada collaborera avec les secteurs de la volaille et de l'élevage afin d'encourager l'adoption de meilleures pratiques en santé animale qui finiront par réduire l'utilisation d'antimicrobiens dans la production animale.

De plus le gouvernement du Canada continue de collaborer avec les intervenants de l'industrie de la santé animale et de l'agroalimentaire sur des mesures afin de promouvoir l'utilisation prudente des antimicrobiens et de faciliter l'accès aux antibiotiques. Agriculture et Agroalimentaire Canada appuie plus particulièrement les initiatives de recherche menées par l'industrie qui comprennent les recherches sur la validation de l'efficacité des antibiotiques utilisés dans les aliments pour animaux. Agriculture et Agroalimentaire Canada effectue aussi des recherches sur la RAM dans les systèmes de production des industries bovines, laitières, aviaires et porcines, dont une étude sur l'amélioration des options nutritionnelles.

En vertu de la nouvelle réglementation sur l'utilisation d'antimicrobiens à usage vétérinaire et la RAM publiée en 2017, de nouvelles règles facilitent l'accès à des produits de santé vétérinaires à faible risque, comme des suppléments vitaminiques et minéraux, pour traiter les animaux de compagnie ou destinés à l'alimentation. Les produits de santé vétérinaires peuvent être

utilisés pour maintenir la santé des animaux, ce qui peut réduire la nécessité de recourir aux antimicrobiens.

Santé Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments travaillent en collaboration avec les intervenants pour examiner les façons de clarifier la réglementation concernant les produits novateurs qui améliorent la santé animale et qui correspondent présentement tant à la catégorie des médicaments qu'à celle des aliments pour animaux, comme les produits microbiens viables, y compris les probiotiques. Ces changements devraient faciliter l'accès à une plus vaste gamme de thérapies parallèles et ainsi réduire le recours aux antibiotiques.

Santé Canada continuera de s'appuyer sur ses partenariats avec les instances de réglementation internationales pour encourager les entreprises offrant des produits de remplacement novateurs à faire approuver ces médicaments vétérinaires au Canada. Par exemple, en 2016, Santé Canada a examiné et approuvé, simultanément avec le Center for Veterinary Medicine des États-Unis, un médicament vétérinaire novateur qui prévient une maladie infectieuse (mastite) affectant les vaches laitières et qui réduit le besoin de recourir à une drogue antimicrobienne.

Recommandation 8 : Étendre le Système canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens afin d'y intégrer les données des systèmes de surveillance existants et d'accroître ces données

Le gouvernement du Canada est en accord avec la recommandation du Comité visant à étendre le Système canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens (SCSRA). Il s'agit d'une priorité pour l'Agence de la santé publique du Canada.

Pour déterminer les mesures requises pour lutter contre la RAM, il est essentiel de comprendre l'étendue et la prévalence de la RAM ainsi que les tendances associées en matière d'utilisation d'antimicrobiens. L'objectif consiste à assurer une surveillance exhaustive qui intègre les données provenant des secteurs de la santé humaine et animale et du secteur de l'agriculture.

La surveillance de la RAM est une priorité énoncée dans le Plan d'action fédéral sur la RAM de 2015. Nous avons amélioré la collecte et l'analyse des données, mais nous convenons qu'il reste du travail à accomplir pour combler les lacunes dans les données, assurer la validité des données et fournir aux intervenants un accès rapide et coordonné aux données.

L'Agence de la santé publique du Canada a mis au point le SCSRA en 2015 pour fournir un portrait national exhaustif de la RAM et de l'utilisation des antimicrobiens tant chez les humains que chez les animaux. Les rapports du SCSRA sont publiés annuellement depuis 2015. À partir de ces rapports, nous

comblons les lacunes dans les données et améliorons les analyses utilisées par les intervenants pour soutenir la fonction d'intendance. Au cours des deux prochaines années, l'Agence de la santé publique du Canada : (1) mettra au point une plateforme pour recueillir, au sein de la collectivité, des données sur la sensibilité aux antimicrobiens de certains organismes prioritaires; (2) commencera à recueillir des données sur l'utilisation des antimicrobiens et la RAM en milieu communautaire, comme dans des établissements de soins de longue durée; et (3) fera appel à d'autres réseaux de surveillance, comme FoodNet Canada, pour recueillir des données pertinentes.

L'Agence de la santé publique du Canada réagit systématiquement lorsque les niveaux de RAM augmentent. Par exemple, nous exerçons une surveillance accrue de l'infection gonococcique résistante aux antimicrobiens en raison de cas d'échec au traitement de cette maladie.

La surveillance de l'utilisation des antimicrobiens dans la production des aliments pour animaux est au cœur des programmes d'intendance efficaces. En octobre 2016, le Système canadien de surveillance de la santé animale, Agriculture et Agroalimentaire Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments ont tenu un atelier sur la surveillance de l'utilisation des antimicrobiens dans le secteur de l'agriculture animale à l'échelle de la ferme. Un groupe de travail, composé de représentants de tous les types d'élevage, travaille à cerner les lacunes dans la surveillance afin d'établir et de mettre en œuvre des protocoles de surveillance pour le secteur de l'agriculture animale.

Le règlement de Santé Canada sur l'utilisation d'antimicrobiens à usage vétérinaire et la RAM, adopté en 2017, exige que les fabricants et les importateurs de médicaments et de composés fournissent des rapports sur les ventes annuelles d'agents antimicrobiens importants sur le plan médical. Cette information aidera à améliorer la compréhension de la quantité d'antimicrobiens disponibles aux fins d'utilisation chez les animaux, à interpréter les profils de résistance et les tendances connexes, et à évaluer l'incidence, chez les humains, de l'utilisation d'antimicrobiens précis chez les animaux.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments consulte et soutient la communauté vétérinaire par l'entremise de l'Association canadienne des médecins vétérinaires, pour créer un prototype de système de surveillance de l'utilisation des antimicrobiens fondé sur les ordonnances. Ce travail complète le projet de Système canadien de surveillance de la santé animale visant à recueillir des données sur l'utilisation des antimicrobiens à la ferme, et le système créé devrait être intégré au SCSRA.

Agriculture et Agroalimentaire Canada a aussi commandé une « feuille de route » afin de combler les lacunes dans les données et les systèmes associés à la surveillance de l'utilisation des antimicrobiens dans le secteur de l'agriculture animale. Cette feuille de route pourra servir de guide pour

élaborer une approche harmonisée et à valeur ajoutée de la surveillance. Les discussions avec les intervenants de l'industrie concernant les stratégies qui permettraient de renforcer la surveillance devraient se poursuivre.

Dans le cadre de ses travaux avec ses partenaires internationaux, le Canada est inscrit au Système mondial de surveillance de la résistance aux antimicrobiens, et il participe à la collecte, à l'analyse et au partage de données à l'échelle internationale. De plus, le gouvernement du Canada transmet à l'Organisation mondiale de la santé animale un rapport annuel sur l'utilisation des antimicrobiens (ventes) chez les animaux.

Recommandation 9 : Fournir un financement stable et adéquat pour soutenir la recherche et l'innovation, y compris un soutien aux petites et moyennes entreprises afin de franchir l'étape de la « vallée de la mort », la promotion des partenariats public-privé, et le financement de la recherche comportementale afin de résoudre le problème de la surprescription d'antimicrobiens

Le gouvernement du Canada est en accord avec l'intention de cette recommandation.

La recherche et l'innovation sont essentielles à une approche exhaustive et multisectorielle de la lutte contre la RAM. Les ministères et organismes fédéraux axés sur la science mènent des recherches, collaborent avec des experts de l'industrie ou du milieu universitaire, et financent des recherches à l'externe pour accroître la base de connaissances et mettre au point de nouveaux produits et approches. Le gouvernement du Canada travaille aussi avec des partenaires internationaux pour participer à l'effort de recherche mondial sur la RAM, l'utilisation des antimicrobiens, de nouvelles thérapies et des produits sanitaires et nutritionnels novateurs.

Un projet interministériel de 20 millions de dollars sur cinq ans a été lancé dans le cadre de l'Initiative de recherche et développement en génomique (IRDG) pour améliorer notre compréhension de l'augmentation de la RAM dans la production alimentaire, et des voies par lesquelles les bactéries résistantes aux antimicrobiens atteignent les humains. Les travaux devraient se terminer en 2021 et les résultats serviront à élaborer des stratégies pour réduire la RAM dans les systèmes de production alimentaire. Étant donné l'utilisation massive d'antibiotiques dans la production alimentaire, cette recherche est hautement pertinente aux fins de l'élaboration des politiques.

En plus des travaux en génomique réalisés dans le cadre de l'IRDG, Génome Canada a financé des projets sur la RAM au moyen de divers concours, notamment le Concours 2015 en bio-informatique et en génématique, qui a permis la réalisation d'un projet visant à mettre au point un logiciel et des outils de base de données qui fourniront un portrait quasi instantané des organismes RAM présents dans les échantillons. En février 2016, Génome

Canada, en partenariat avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Genome Alberta et Genome BC, a organisé un forum sur la génomique et la RAM axé sur l'approche Une santé qui consiste à s'attaquer au problème de la RAM dans tous les secteurs (agriculture, santé humaine et environnement). L'événement de deux jours a rassemblé plus de 60 experts mondiaux provenant des milieux universitaire et gouvernemental, de l'industrie et des groupes de produits pour se pencher sur la question de la RAM et discuter de la voie à suivre, notamment en cernant des occasions de collaborer à la mise au point d'outils génomiques servant à l'intendance, au diagnostic ainsi qu'à la surveillance des antimicrobiens dans les domaines de la santé humaine et animale, et à la découverte de médicaments.

Des investissements de plus de 107 millions de dollars réalisés par le gouvernement du Canada par l'entremise des Instituts de recherche en santé du Canada, entre 2012-2013 et 2016-2017, ont aidé à renforcer la recherche dans des domaines entourant les antimicrobiens comme la découverte, l'identification de cibles, la détermination de traitements de remplacement, le diagnostic, la surveillance et l'intendance.

Les Instituts de recherche en santé du Canada a investi 1,45 millions de dollars dans des recherches en collaboration avec l'industrie pour réaliser, évaluer ou mettre en œuvre des outils diagnostiques au point de service permettant de distinguer les infections virales des infections bactériologiques ou de détecter des pathogènes prioritaires spécifiques, et pour faciliter la commercialisation des découvertes. Cinq équipes de recherche ont été financées dans le cadre de la phase 1 de cette initiative. La phase 2, lancée en mars 2018, vise à faciliter le passage des projets à la commercialisation, à l'application directe ou à la mise en œuvre équitable dans un milieu de soins de santé.

De façon générale, le gouvernement du Canada continue d'investir de façon importante pour renforcer la recherche de base et l'écosystème d'innovation. Le budget de 2018 a marqué un grand progrès dans le soutien de la science et de la recherche, car il prévoyait le plus gros investissement unique jamais effectué au Canada dans la recherche et la découverte fondamentales. Ces mesures comprennent :

- L'allocation de 925 millions de dollars sur les cinq prochaines années aux trois principaux conseils subventionnaires de la recherche;
- Le versement d'un montant supplémentaire de 700 millions de dollars sur cinq ans au Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI), à compter de 2018-2019, et de 150 millions de dollars chaque année par la suite. Pour soutenir la réalisation de projets de recherche et développement industriels plus importants et plus nombreux, le budget de 2018 annonçait aussi que le PARI soutiendrait désormais des projets d'une valeur atteignant le nouveau plafond de 10 millions de dollars;

- Une proposition visant à fournir 540 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, y compris une somme de 108 millions de dollars par année pour renforcer la capacité de recherche du Conseil national de recherches et son rôle en tant que partenaire pouvant réunir de vastes équipes stratégiques nationales afin d'explorer les technologies perturbatrices et les innovations de pointe;
- Une proposition visant à fournir 48 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2019-2020, au Centre for Drug Research and Development pour soutenir ses efforts pour traduire les découvertes de médicaments prometteuses en innovations sanitaires et en produits thérapeutiques commercialisés.

Le budget de 2017 prévoyait également la création du Fonds stratégique pour l'innovation de 1,26 milliard de dollars en vue d'attirer et de soutenir des investissements commerciaux de grande qualité dans tous les secteurs de l'économie. L'objectif du Fonds est de susciter l'innovation et de faire progresser la recherche au moyen de collaborations entre universitaires, organismes sans but lucratif et le secteur privé.

Bien que les investissements annoncés dans le budget de 2017 et le budget de 2018 ne concernent pas précisément la RAM, ces ressources sont accessibles à l'industrie et aux universitaires pour soutenir leurs travaux sur la RAM, selon les modalités de ces programmes fédéraux.

En tant qu'éléments importants de la prévention et du traitement des maladies, les vaccins constituent des solutions abordables et peu risquées pour accroître la qualité de vie et réduire les coûts des soins de santé. En renforçant la capacité du corps à lutter contre les micro-organismes nuisibles, les vaccins réduisent l'incidence et la propagation des maladies. Cela permet de réduire les occasions de développement de la RAM. Un groupe de travail fédéral a terminé avec succès un projet visant à définir un ensemble de priorités en matière de recherche et de développement de vaccins destinés aux humains et aux animaux nouveaux et améliorés, avec un accent particulier sur la RAM. Des joueurs de l'industrie sont invités à collaborer avec le gouvernement du Canada pour mettre au point et commercialiser des vaccins contre des maladies infectieuses, avec un accent sur la RAM et les infections émergentes, et pour améliorer l'utilisation des vaccins existants.

Santé Canada travaille à la mise au point d'outils permettant de faciliter l'examen réglementaire et l'autorisation de mise en marché d'outils diagnostiques et de thérapies pharmaceutiques antimicrobiennes qui remplissent un besoin médical ou soulagent un grave problème de santé publique. Ces outils appuieront le dépôt des présentations de drogue nouvelle et des demandes relatives à un dispositif médical en lien avec ces produits au Canada, ce qui en améliorera l'accès pour les Canadiens.

Recommandation 10 : Explorer la possibilité de financer un réseau de centres d'excellence

Le gouvernement du Canada est d'accord avec l'intention de cette recommandation.

Les programmes fédéraux de réseaux de centres d'excellence (RCE) misent sur les chefs de file du Canada dans les domaines de la recherche, du développement et de l'entrepreneuriat pour résoudre des problèmes précis dans des secteurs stratégiques. En réunissant universités, industrie, gouvernements et organismes sans but lucratif pour créer une masse critique d'expertise, il devient possible d'élaborer des solutions et de les mettre en application à l'échelle nationale et mondiale. Le financement des RCE est accessible aux chercheurs de toutes les disciplines scientifiques et est accordé par concours, conformément aux plus hautes normes d'excellence.

Bien qu'ils ne concernent pas uniquement la RAM, les programmes de RCE fournissent d'autres possibilités de financement aux chercheurs et aux innovateurs qui travaillent dans ce domaine.

De plus, tel que mentionné dans la réponse à la recommandation 9, le gouvernement du Canada a apporté un nombre d'investissements importants par les budgets de 2017 et 2018 pour renforcer la recherche de base et l'écosystème d'innovation, et en vue d'attirer et de soutenir des investissements commerciaux de grande qualité dans tous les secteurs de l'économie.

CONCLUSION

Les infections résistantes aux antimicrobiens sont de plus en plus fréquentes et difficiles à traiter. L'utilisation inappropriée des antimicrobiens en médecine humaine et vétérinaire et dans le secteur de l'agriculture accélère l'émergence et la propagation d'organismes résistants aux antimicrobiens. Des mesures coordonnées et soutenues sont nécessaires pour préserver l'efficacité des antimicrobiens sur lesquels nous comptons pour traiter les maladies infectieuses.

Les gouvernements, l'industrie, les universités, le secteur de la santé et les organismes de soins des animaux, les systèmes de production alimentaire et le grand public sont partenaires dans une entreprise à long terme, chacun jouant son rôle et contribuant à la mise en œuvre coordonnée de mesures multisectorielles pour protéger la santé humaine et animale. Comme le démontre la présente réponse du gouvernement, des travaux importants sont en cours et se poursuivront pendant la mise en œuvre du Plan d'action pancanadien.

Bien que le Canada ait raison d'être fier de nos efforts collectifs pour réduire l'impact de la résistance aux antimicrobiens, il reste encore bien du travail à

accomplir. Le gouvernement du Canada examinera le Rapport du Comité permanent de la santé, ainsi que les commentaires de nos partenaires et intervenants, comme nous continuons de bâtir sur les fondations qui ont déjà été établies pour résoudre le problème de la RAM. Le gouvernement du Canada est déterminé à jouer son rôle de leadership en profitant de l'élan qui a déjà été atteint avec les Cadres d'action fédéral et pancanadien, et continuera de travailler avec ses partenaires pour améliorer nos points forts et faire une différence au Canada et dans le monde.